

SEANCE DU 15 MARS 2019

Le quinze mars deux mil dix-neuf à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence d'Yves Alain NOËL, Maire.

Présents : Mmes LARONDE Annie, MARIE Chantal, RENARD Mireille, ROUCHON Odile, VIRMOUX Isabelle
MM. NOËL Yves Alain, CHAUSSIN Régis, BRENON Guy, VENUAT Jean, GUILLOU Jean Rémi

Absents : M. SANCIAUME Michel, Mme CHANTAL Marie
Procuration : M SANCIAUME Michel à M. NOEL Yves Alain

Secrétaire de séance : Mme RENARD Mireille

Nombre de membres en exercice : 11 Nombre de membres présents : 9

Date de convocation : 05 mars 2019

N° 2019 – 02 – 06 : Vote du compte administratif 2018

Monsieur le Maire présente au Conseil le compte administratif de l'année 2018. Il quitte ensuite la salle du conseil.

Réuni sous la présidence de Mme Mireille RENARD, doyenne, le Conseil Municipal, à l'unanimité des **membres présents**, vote le Compte Administratif de l'exercice 2018 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses :	Prévues :	156 156.00
	Réalisées :	122 267.37
	Reste à réaliser :	0.00

Recettes :	Prévues :	156 156.00
	Réalisées :	128 295.92
	Reste à réaliser :	10 772.00

Fonctionnement

Dépenses :	Prévues :	265 912.00
	Réalisées :	144 022.05
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes :	Prévues :	265 912.00
	Réalisées :	274 735.02
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	6 028.55
Fonctionnement :	130 712.97
Résultat global :	136 741.52

N° 2019 – 02 – 07 : Vote du compte de gestion établi par M. le Trésorier

Monsieur le Maire reprend sa place à la présidence de l'assemblée.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par M. Guy ORARD, Trésorier Municipal, à la clôture de l'exercice.

M. le Maire le vise et certifie que les montants des titres à recouvrer et des mandats émis sont conformes à ses écritures. Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal, en même temps que le compte administratif et est adopté **à l'unanimité des membres présents.**

N° 2019 – 02 – 08 : Affectation des résultats 2018

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2018,
Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,
Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2018,
Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	21 234.68
- un excédent reporté de :	109 478.29
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	130 712.97
- un excédent d'investissement de :	12 268,41
- un excédent des restes à réaliser de :	7 325,00
Soit un excédent de financement de :	4 943,41

Décide d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2018 comme suit :

Résultat d'exploitation au 31/12/2018 : excédent	130 712.97
Affectation complémentaire en réserve (1068)	0
Résultat reporté en fonctionnement	130 712.97
Résultat d'investissement reporté (001) : excédent	6 028.55

N° 2019 – 02 – 09 : Délibération concernant les permis de construire pour l'implantation d'un parc photovoltaïque sur la commune

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la société SOLEIA 47, représentée par le bureau d'étude JP Energie Environnement, a déposé le 5 mars dernier 7 permis de construire pour l'installation d'un parc photovoltaïque sur la commune. Les terrains concernés ont une superficie d'environ 144 hectares appartiennent à Messieurs BOURGOGNE, 84 hectares seront en panneaux photovoltaïques, le reste sera consacré aux postes de transformation et de livraison ainsi qu'aux des chemins d'accès.

Monsieur le Maire indique que ces documents ont été transmis au service de la DDT ce mardi. Il mentionne aussi qu'un avis du Maire doit être rédigé pour chaque permis pour compléter les dossiers. Avant de les envoyer, il souhaite que le conseil délibère à ce sujet.

Mme ROUCHON et M. GUILLOU demandent si cela va vraiment se faire. M. le Maire leur explique toutes les démarches administratives nécessaires avant le début des travaux.

M. BRENON demande si le parc sera clôturé. M. le Maire répond que tout sera grillagé et sous surveillance vidéo. Il ajoute que des haies seront plantées pour cacher les champs.

Mmes LARONDE et ROUCHON font la remarque que les photos ne sont pas pertinentes car on ne voit aucune maison d'habitation qui sont pourtant assez proches de la future implantation.

Le Conseil demande si la population riveraine a été avertie. M. le Maire répond que celle-ci sera mise au courant lors de l'enquête publique et qu'il conseille à cette population de se manifester auprès de l'enquêteur qu'elle soit en faveur ou non du projet. Il précise que cette enquête pourrait avoir lieu par internet.

Plusieurs conseillers s'interroge sur le fait qu'il est impossible de faire construire des maisons d'habitation sur la commune mais qu'un projet si important pourrait voir le jour.

Après délibérés,

Considérant que ce parc photovoltaïque se situe sur des terrains agricoles,

Considérant que la mise en place d'un tel parc pourrait nuire à l'installation d'un jeune agriculteur ou à l'agrandissement d'un domaine agricole,

Considérant qu'aujourd'hui la culture biologique demande une plus grande superficie de terres agricoles,

Considérant que la superficie de ce projet annihilerait une grande partie des terrains agricoles de la commune,

Considérant que la faune et la flore seront très impactées par ces installations,

Considérant que le projet paraît démesuré pour une commune comme Mercy,

Vu les permis de construire déposés en mairie le 05 mars dernier,

Vu l'enquête d'impact qui ne fait pas apparaître les habitations riveraines et la réalité de la situation de ces terrains agricoles,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, se prononcent contre ce projet.

N° 2019 – 02 – 10 : Opposition au transfert de la compétence Eau et Assainissement à la Communauté de Communes Entr' Allier Besbre et Loire afin de reporter la date du transfert intercommunal des missions relatives à l'assainissement collectif

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que :

La loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes prévoit, dans son article 1^{er}, que les communes membres des communautés de communes qui n'exerçaient pas, à la date du 5 août 2018, les compétences « eau » ou « assainissement » à titre optionnel ou facultatif, peuvent délibérer, sous certaines conditions, afin de reporter la date du transfert obligatoire de l'une ou de ces deux compétences du 1^{er} janvier 2020 au 1^{er} janvier 2026. Cette faculté est également ouverte, par ce même article 1^{er}, aux communes membres des communautés de communes exerçant, de manière facultative, au 5 août 2018, uniquement les missions relatives au service public d'assainissement non collectif, telles que définies au I et au II de l'article L2224-8 du CGCT.

Ainsi, jusqu'au 30 juin 2019, les communes qui entrent dans l'une des hypothèses ci-dessus ont désormais la possibilité de délibérer pour s'opposer au transfert obligatoire de ces deux compétences au 1^{er} janvier 2020.

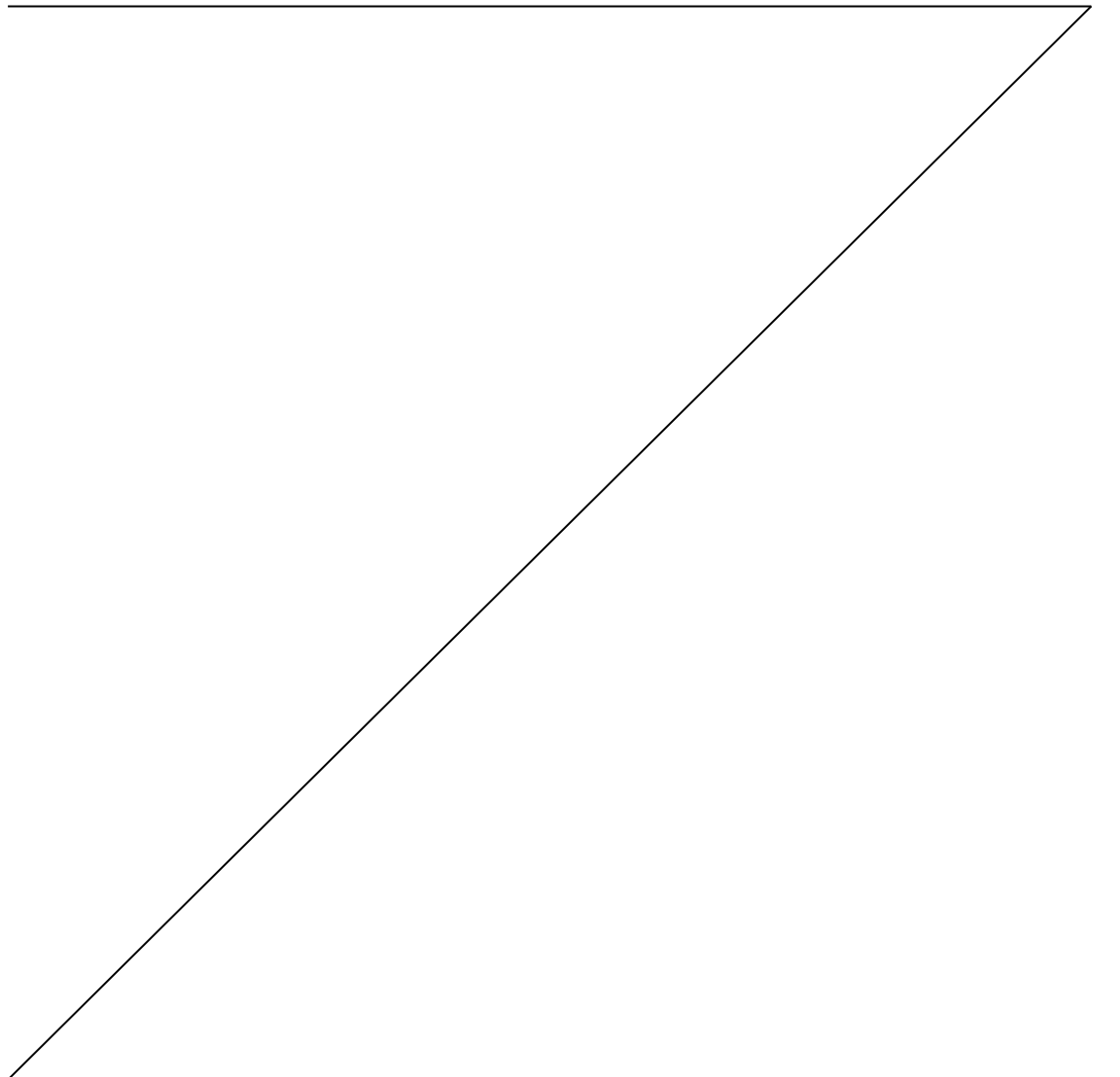
L'opposition prendra effet si elle est décidée par des délibérations prises par au moins 25% des communes membres représentant au moins 20% de la population intercommunale. La date du transfert des compétences sera, dans ce cas, reportée au 1er janvier 2026.

Après en avoir débattu le Conseil Municipal :

- Considère qu'il apparaît inopportun de transférer à un échelon intercommunal la compétence eau et assainissement à la communauté de communes Entr' Allier Besbre et Loire dès le 1^{er} janvier 2020 ;
- Rappelle que la communauté de communes doit s'appréhender comme un espace intelligent de coopération, issue de la volonté des maires ;
- Réaffirme que la communauté de communes – qui n'est pas une collectivité territoriale au sens de la Constitution - n'est légitime qu'en tant qu'outil au service des communes qui la composent. Le degré d'une coopération intercommunale efficace se réfléchit, se discute, s'adapte au contexte local et ne se décrète pas arbitrairement, pas plus qu'il ne s'impose de façon autoritaire ;
- Décide en conséquence d'approuver l'opposition au transfert des compétences eau et assainissement à la communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire au 1^{er} janvier 2020.

Monument aux morts

Monsieur le maire propose de faire nettoyer le monument aux morts et de repeindre les noms qui y figurent. L'assemblée approuve et charge M. le Maire de trouver une entreprise pour ces travaux.



**TABLEAU RECAPITULATIF DES DELIBERATIONS
DU 15 MARS 2019**

N° d'ordre	Objet de la délibération
2019 – 02 - 06	Vote du compte administratif 2018
2019 – 02 - 07	Vote du compte de gestion 2018
2019 – 02 - 08	Affectation des résultats 2018
2019 – 02 - 09	Délibération concernant les permis de construire pour l'implantation d'un parc photovoltaïque sur la commune
2019 – 02 - 10	Opposition au transfert de la compétence Eau et Assainissement à la Communauté de Communes Entr' Allier Besbre et Loire afin de reporter la date du transfert intercommunal des missions relatives à l'assainissement collectif

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Les membres présents :

ELUS	SIGNATURE	
NOEL Yves Alain	Présent	
CHAUSSIN Régis	Présent	
BRENON Guy	Présent	
GUILLOU Jean Rémi	Présent	
LARONDE Annie	Présente	
MARIE Chantal	Absente	
RENARD Mireille	Présente	
ROUCHON Odile	Présente	
SANCIAUME Michel	Pouvoir	M. NOEL Yves Alain
VENUAT Jean	Présent	
VIRMOUX Isabelle	Présente	